

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

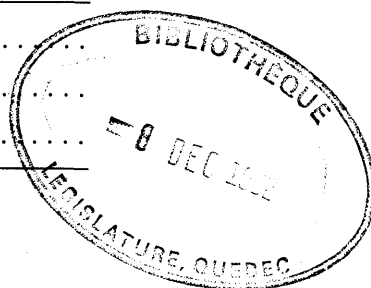
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 97

Loi sur les cessions de biens en stock

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture



PRÉSENTÉ PAR

M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'accorder aux entreprises un moyen additionnel d'obtention de crédit à court terme auprès des institutions financières.

Il prévoit en effet qu'une personne pourra désormais, en considération d'un emprunt ou d'une ouverture de crédit, céder des biens en stock de son entreprise, sans pour autant devoir s'en départir.

Il contient les règles relatives à la cession de biens en stock ainsi que les dispositions applicables advenant le défaut du débiteur de respecter ses obligations à l'égard du créancier, cessionnaire des biens.

Il édicte enfin certaines règles d'enregistrement devant s'insérer dans le système d'enregistrement actuel afin d'assurer aux cessions une publicité rapide, efficace et sûre.

LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET

— Loi sur les connaissances (L.R.Q., chapitre C-53)

Projet de loi n° 97

Loi sur les cessions de biens en stock

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le titre de la Loi sur les connaissements (L.R.Q., chapitre C-53) est remplacé par le suivant:

«Loi sur les connaissements,
les reçus et les cessions de biens en stock».

2. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 9, de ce qui suit:

«**10.** Une garantie consentie en vertu de la présente section n'a d'effet à l'égard des tiers qu'à compter de son enregistrement.

«SECTION III

«DES CESSIONS DE BIENS EN STOCK

«**11.** Une personne peut, en considération d'un emprunt ou d'une ouverture de crédit, céder tout en en conservant la possession tout bien en stock de son entreprise, que celle-ci ait trait à un bien ou à un service et qu'elle soit à caractère commercial ou non.

On entend par «bien en stock», tout bien meuble en réserve y compris une matière première, un bien en cours de transformation, un produit fini, un animal, une denrée, un bien servant à l'emballage, ainsi qu'un hydrocarbure ou une substance minérale même lorsqu'ils ne sont pas encore détachés du sol.

«**12.** Le cessionnaire acquiert sur les biens cédés les mêmes droits que ceux que confère au bénéficiaire l'endossement d'un connaissement ou d'un reçu fait en vertu des articles 1 ou 6.

« **13.** Le cédant ne peut céder que les biens dont il est propriétaire; il peut, toutefois, céder des biens futurs, mais la cession n'a effet à l'égard de ces biens qu'à compter du moment où il en devient propriétaire.

« **14.** Tout bien acquis en remplacement d'un bien cédé fait l'objet de la cession.

La cession n'est pas réputée être sans objet en cas de perte ou de destruction de tous les biens cédés lorsque le cédant les remplace dans un délai raisonnable compte tenu de la quantité et de la nature de ces biens.

« **15.** Lorsque le cédant cède des engrais, des amendements, des semences, des pesticides ou des herbicides, et, par la suite, les utilise sans les remplacer, la cession a de plus pour objet la récolte produite au cours du premier cycle de production qui suit cette utilisation.

« **16.** Aux fins de l'exploitation de l'entreprise, le cédant exerce sur les biens cédés les pouvoirs d'un mandataire du cessionnaire. Toute dépense engagée pour l'exploitation de l'entreprise demeure à la charge du cédant.

« **17.** Le cédant doit apporter à la garde des biens cédés le soin d'un bon père de famille.

Toutefois, la perte ou la détérioration d'un tel bien incombe au cédant, sauf si elle survient par la faute du cessionnaire.

« **18.** L'indemnité payable en raison de la perte ou de la détérioration d'un bien cédé appartient au cessionnaire jusqu'à concurrence de sa créance. Le paiement fait de bonne foi au cédant avant dénonciation est libératoire.

Le cessionnaire peut imputer l'indemnité au paiement de la créance ou la remettre au cédant pour la réparation ou le remplacement du bien visé.

« **19.** À la suite de tout transport, volontaire ou judiciaire, des droits acquis en vertu de l'article 11, ainsi qu'à la suite de toute subrogation aux mêmes droits, l'emprunt ou l'ouverture de crédit visé peut être remboursé par anticipation, sans avis et sans qu'aucune sanction ou pénalité ne puisse être exigée en raison de ce remboursement.

Ce remboursement peut être partiel ou total et il doit être effectué avant le trentième jour qui suit l'envoi au cédant d'un avis transmis sous pli recommandé ou certifié dénonçant ce transport ou cette subrogation.

« **20.** La cession doit être constatée au moyen d'un écrit qui peut être rédigé suivant le modèle apparaissant à l'annexe 1.

« **21.** L'écrit constatant une cession doit notamment faire mention de l'adresse du domicile, de la principale place d'affaires ou du siège social du cédant, de la nature des biens, de leur catégorie ou de leur qualité, de l'endroit où ils se trouvent, et, s'il y a lieu, du nombre ou de la quantité des biens de chaque catégorie ou de chaque qualité ainsi que de tout autre renseignement permettant l'identification de ces biens par rapport aux autres biens de même nature.

« **22.** La cession n'a d'effet à l'encontre des tiers qu'à compter de son enregistrement.

« **23.** Les droits du cessionnaire résultant d'une cession enregistrée sont éteints après cinq ans de la date de cet enregistrement, à moins que l'enregistrement n'ait été renouvelé avant l'expiration de ce délai.

« **24.** L'extinction des droits du cessionnaire sur les biens cédés est constatée par la radiation de l'enregistrement de la cession.

« **25.** Les articles 22 à 24 s'appliquent à tout transport, volontaire ou judiciaire, des droits acquis en vertu de l'article 11 ainsi qu'à toute subrogation aux mêmes droits.

« **26.** La cession est inopposable à l'acheteur de bonne foi qui, dans le cours normal des affaires du cédant, achète un bien cédé.

Le cessionnaire ne peut être tenu des vices cachés.

« **27.** Sous réserve de l'article 26, les droits du cessionnaire sur un bien cédé priment toute créance de vendeur impayé, y compris le droit de ce dernier à la résolution de la vente prévu à l'article 1543 du Code civil, sauf celle qui est connue du cessionnaire au moment de la cession; ces droits priment de plus tous ceux que le cédant a consentis sur ce bien postérieurement à la cession et suivent ce dernier en quelques mains qu'il passe.

Toutefois, en cas de faillite du cédant en vertu de la Loi sur la faillite (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre B-3), les créances de ses employés relatives aux salaires, traitements ou autres rémunérations qui leur sont dûs pour une période n'excédant pas les trois mois précédant la date la faillite, priment les droits du cessionnaire.

« **28.** Dans le cas de fusion d'entreprises, les droits d'un cessionnaire sur les biens qui lui ont été cédés ne sont pas affectés par la fusion.

«**29.** La remise au locateur d'un exemplaire ou d'une copie de l'écrit constatant la cession équivaut à l'avis donné en vertu de l'article 1639 du Code civil.

«**30.** À défaut par le cédant qui est en possession des biens cédés de remplir à l'égard du cessionnaire les obligations résultant de la cession, ce dernier peut obtenir d'un juge une ordonnance enjoignant au cédant de remettre les biens au cessionnaire.

«**31.** Le cessionnaire peut terminer la transformation des biens dont il prend possession. De même, il peut procéder à la récolte sur pied ou à l'extraction de l'hydrocarbure ou de la substance minérale faisant l'objet de la cession.

«**32.** Lorsque les biens cédés dont il prend possession sont des animaux, le cessionnaire peut, dans le meilleur intérêt du cédant et compte tenu des circonstances, en prendre soin ou les abattre.

«**33.** Le cessionnaire doit vendre les biens avec diligence et dans le meilleur intérêt du cédant; à cette fin, il peut les vendre en bloc ou séparément.

«**34.** Le cessionnaire peut vendre lui-même de gré à gré ou par appel d'offres les biens dont il a pris possession ou les faire vendre à l'encan ou à l'enchère publique.

«**35.** Lorsque le cessionnaire choisit de vendre lui-même les biens cédés, la vente ne peut être effectuée que cinq jours après qu'il en ait transmis avis au cédant à sa dernière adresse connue, sous pli recommandé ou certifié, à moins que ces biens ne soient périssables et qu'il ne juge que cette formalité pourrait entraîner une diminution importante de leur valeur.

«**36.** Le cessionnaire qui procède par appel d'offres peut le faire par la voie des journaux ou sur invitation.

«**37.** L'appel d'offres doit contenir les renseignements suffisants qui permettent à toute personne intéressée de présenter en temps et lieu une soumission.

«**38.** Le cessionnaire est tenu d'accepter la soumission la plus élevée à moins que les conditions dont elle est assortie ne la rendent plus désavantageuse par rapport à une soumission présentée pour un prix moins élevé ou qu'aucune soumission parmi celles qui lui sont présentées ne soit faite pour un prix raisonnable compte tenu de la nature et de la valeur des biens.

«**39.** Le cessionnaire qui procède à la vente par encan ou par enchère publique doit le faire aux date, heure et lieu fixés dans un avis transmis au cédant à sa dernière adresse connue, sous pli recom-

mandé ou certifié, et publié ensuite au moins cinq jours avant la date fixée pour la vente selon les règles prévues à l'article 139 du Code de procédure civile.

«**40.** En tout temps avant la vente, le cédant peut reprendre possession des biens cédés en acquittant au cessionnaire toute somme qui lui est alors due en capital, intérêts, frais et accessoires; cette reprise de possession éteint les droits du cessionnaire sur ces biens.

«**41.** Le cédant est tenu des frais raisonnables encourus par le cessionnaire dans l'exercice des droits qui lui sont conférés par les articles 30 à 32 et de son droit de vendre les biens.

«**42.** Le cessionnaire impute le produit de la vente au paiement des frais visés à l'article 41, à celui des créances primant ses droits en vertu de l'article 27 jusqu'à concurrence du produit net de la vente, puis au paiement de la dette et des accessoires.

Lorsqu'après cette imputation, il reste un surplus d'argent, le cessionnaire doit le remettre au cédant; lorsque, par contre, le produit de la vente n'a pas suffi à payer les frais, la dette et les accessoires, le cessionnaire conserve à l'encontre du cédant une créance pour ce qui lui reste dû et il est, le cas échéant subrogé, jusqu'à concurrence des sommes versées, dans tous les droits des personnes à qui il a payé des créances aux termes du premier alinéa.

«**43.** Au plus tard huit jours après la vente des biens, le cessionnaire doit rendre compte au cédant du produit de la vente.

Cette reddition de compte peut être contestée en la manière établie au Code de procédure civile.

«**44.** Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les renseignements que doit contenir un appel d'offres prévu à l'article 37, la procédure à suivre et les délais à respecter dans l'exécution de cette modalité.

Ce règlement entre en vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.

«SECTION IV

«DE L'ENREGISTREMENT

«**45.** Le registrateur de la division d'enregistrement de Montréal tient un registre informatisé des enregistrements prévus par la présente loi.

« **46.** Le registre contient, par ordre alphabétique, les noms des endosseurs et des cédants, leur adresse, la nature de l'acte, le nom du bureau d'enregistrement où l'avis a été enregistré, la date et le numéro d'enregistrement, ainsi que la date et l'heure de l'inscription au registre.

« **47.** Tout enregistrement de droits prévu par la présente loi se fait par le dépôt d'un avis, rédigé suivant l'un des modèles apparaissant à l'annexe 2, à un bureau d'une division d'enregistrement établie en vertu de la Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11).

« **48.** Lorsque l'avis est enregistré dans un bureau d'enregistrement où un système informatique est utilisé, le registrateur de ce bureau inscrit lui-même et immédiatement dans le registre les mentions exigées à l'article 46.

« **49.** Lorsque l'avis est enregistré dans un bureau d'enregistrement où aucun système informatique n'est utilisé, le registrateur de ce bureau en informe immédiatement le registrateur de Montréal. Celui-ci doit inscrire immédiatement dans le registre les mentions exigées à l'article 46.

Cette information peut être donnée par tout moyen usuel y compris la télécopie ou le téléphone. Lorsqu'elle a été donnée verbalement, le registrateur de Montréal inscrit une mention à cet effet au registre et, sur réception d'une reproduction ou d'un fac-similé de l'avis, il vérifie l'inscription au registre et y apporte, le cas échéant, les corrections requises.

« **50.** Malgré l'article 2130 du Code civil, la date et l'heure de l'inscription dans le registre déterminent la priorité de rang.

« **51.** Une personne qui désire faire enregistrer un document relatif à un enregistrement déjà effectué en vertu de la présente loi, y compris un document visant la radiation, doit le déposer au bureau où cet enregistrement a été fait.

« **52.** La radiation d'un enregistrement effectué en vertu de la présente loi se fait, sous réserve de l'article 53, conformément au chapitre cinquième du titre dix-huitième du livre troisième du Code civil; toutefois, lorsqu'une garantie créée en vertu de l'article 6 n'a plus d'effet en vertu de l'article 8 ou lorsque les droits d'un cessionnaire sont éteints en vertu de l'article 23, leur enregistrement est radié sur dépôt d'une réquisition à cet effet faite par toute personne intéressée.

Mention de la radiation est inscrite, en la manière établie aux articles 48 et 49, au registre visé à l'article 45.

« **53.** Le cinquième alinéa de l'article 2131 et le deuxième alinéa de l'article 2151 du Code civil ne s'appliquent pas aux documents présentés en vue de leur enregistrement en vertu de la présente loi.

« **54.** Une personne peut obtenir de tout bureau d'enregistrement un état certifié des avis enregistrés. Cet état est constitué d'un relevé informatique des inscriptions non radiées apparaissant au registre.

Lorsque la demande est présentée à un bureau visé à l'article 49, le registrateur de ce bureau la transmet à un registrateur d'un bureau visé à l'article 48 et celui-ci délivre l'état après l'avoir certifié.

« SECTION V

« APPLICATION DE LA LOI

« **55.** Le ministre de la Justice est chargé de l'application de la présente loi. ».

3. L'article 10 de cette loi, édicté par l'article 2, n'a d'effet qu'à l'égard d'une garantie consentie après le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 2*).

4. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

5. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreranno en vigueur, en tout ou en partie, à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.

ANNEXE I

(*article 20*)

CESSION DE BIENS EN STOCK

Je, soussigné,
(*cédant*)

.....
(*adresse du domicile, de la principale place d'affaires ou du siège social*)

en considération d'un prêt ou d'une ouverture de crédit pour un montant de dollars (\$)

qui m'est consenti par
(cessionnaire)

.....,
(adresse)

cède à ce dernier les biens ci-après décrits dont je suis actuellement ou dont je deviendrai propriétaire:

(Description des biens)

Biens présents:

Biens futurs:

Ces biens se trouvent à:

(Autres clauses convenues entre les parties)

Je consens cette cession en vertu de la section III de la Loi sur les
connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock (L.R.Q.,
chapitre C-53).

Je garantis que les biens dont je suis propriétaire et qui sont l'objet de cette cession sont libres de toute cession et de tout privilège, sauf

.....
(identification des privilèges existants)

et je m'engage à ce que les biens futurs dont je deviendrai propriétaire et qui sont également l'objet de cette cession soient libres de toute cession et de tout privilège.

Fait à, le 19.....

(signature du cédant)

(signature du cessionnaire)

ANNEXE II
(article 47)

AVIS D'UNE GARANTIE EN VERTU DE LA SECTION II
OU D'UNE CESSION DE BIENS EN STOCK

Au registrateur de la division d'enregistrement de

.....
(nom du bureau où l'avis sera déposé)

prenez avis que
(endosseur ou cédant)

.....
(adresse)

a (endossé un reçu ou connaissance ou cédé des biens en stock)
en vertu de l'article (6 ou 11) de la Loi sur les connaissances, les
reçus et les cessions de biens en stock (L.R.Q., chapitre C-53) en
faveur de
(bénéficiaire ou cessionnaire)

.....
(adresse)

en date du
(date)

Cet avis vous est donné en vertu de l'article 47 de la Loi sur
les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock
(L.R.Q., chapitre C-53) afin qu'il soit enregistré à votre bureau et
qu'il soit inscrit au registre visé à l'article 45 de cette loi.

Fait à, le 19.....

(signature du bénéficiaire
ou du cessionnaire)

AVIS D'UN TRANSPORT VOLONTAIRE OU JUDICIAIRE
RELATIF À UNE CESSION DE BIENS EN STOCK

Au registrateur de la division d'enregistrement de

.....,
(*nom du bureau*)

prenez avis que les droits résultant d'une cession de biens en stock
consentie par,
(*cédant*)

.....
(*adresse*)

dont avis a été enregistré à votre bureau en date du
....., sous le numéro,

en faveur de
(*premier cessionnaire*)

ont fait l'objet d'un transport de droits (volontaire ou judiciaire) en
faveur de
(*nouveau cessionnaire*)

.....
(*adresse*)

Cet avis vous est donné en vertu de l'article 47 de la Loi sur
les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock
(L.R.Q., chapitre C-53) afin qu'il soit enregistré à votre bureau et
qu'il soit inscrit au registre visé à l'article 45 de cette loi.

Fait à, le 19.....

(*signature du nouveau
cessionnaire*)

AVIS DE RENOUELEMENT DE L'ENREGISTREMENT
D'UNE CESSION DE BIENS EN STOCK

Au registrateur de la division d'enregistrement de

.....,
(nom du bureau)

prenez avis que,
(cédant)

.....
(adresse)

a fait une cession de biens en stock dont avis a été enregistré à votre
bureau en date du.....

sous le numéro....., que moins de cinq ans se sont
écoulés depuis cet enregistrement et qu'il y a lieu d'effectuer son
renouvellement.

Cet avis vous est donné en vertu de l'article 47 de la Loi sur
les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock
(L.R.Q., chapitre C-53) afin qu'il soit enregistré à votre bureau et
qu'il soit inscrit au registre visé à l'article 45 de cette loi.

Fait à, le 19.....

(signature du cessionnaire)

AVIS D'UNE SUBROGATION RELATIVE À UNE
CESSION DE BIEN EN STOCK

Au registrateur de la division d'enregistrement de

....., *(nom du bureau)*

prenez avis que les droits résultant d'une cession de biens en stock
consentie par, *(cédant)*

..... *(adresse)*

dont avis a été enregistré à votre bureau en date du

....., sous le numéro,

en faveur de *(premier cessionnaire)*

ont fait l'objet d'une subrogation en faveur de,

..... *(nouveau cessionnaire)*

..... *(adresse)*

Cet avis vous est donné en vertu de l'article 47 de la Loi sur
les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock
(L.R.Q., chapitre C-53) afin qu'il soit enregistré à votre bureau et
qu'il soit inscrit au registre visé à l'article 45 de cette loi.

Fait à, le19.....

*(signature du nouveau
cessionnaire)*